



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 28 – 27 août 2021

Sommaire

Fait marquant

- Le Gouvernement a publié sa stratégie sur l'hydrogène

Climat & Energie

- Une étude estime que le contrôle étranger des licences pétrolières en mer du Nord pourrait mettre en péril les ambitions du Royaume-Uni vers le *Net Zero*
- Le *Scottish National Party* et le *Scottish Green Party* passent un accord de Gouvernement

Environnement

- Un groupe d'ONG enjoint le Gouvernement à réduire les émissions de CO2 dans le secteur de la pêche

Transport

- *TfL* demande un soutien financier de 500 M£ au Gouvernement et prévoit des coupes dans les services de métro et de bus
- L'autorité de la concurrence et des marchés publie ses recommandations pour le développement des bornes de recharge pour véhicules électriques au Royaume-Uni
- Le Gouvernement annonce que l'introduction en 2022 de camions plus longs pourrait être une option plus économique, sûre et respectueuse de l'environnement
- Le Gouvernement annonce un ensemble de mesures visant à lutter contre la pénurie de chauffeurs de poids lourds

Industrie

- Le constructeur *Rivian* serait en pourparlers avec le Gouvernement concernant l'ouverture d'une *gigafactory* près de Bristol
- Les ventes de voitures ont chuté de 29,5 % en juillet et la production de 20,8 %

- Un consortium de sept organisations britanniques souhaite développer un prototype de batteries électriques à l'état solide
- Le Gouvernement reporte d'un an de l'entrée en vigueur de l'obligation de marquage des produits « UKCA »
- *Green Alliance* suggère de favoriser le « *levelling-up* » à travers le développement des emplois du secteur de l'économie circulaire
- La pénurie de personnel que connaît le Royaume-Uni conduit à une baisse de la production manufacturière

Fait marquant

Le Gouvernement a publié sa stratégie sur l'hydrogène

Après plusieurs reports, la très attendue [stratégie sur l'hydrogène](#) a été publiée le 17 août. Elle fait suite à la publication à l'automne 2020 du plan en dix points pour une révolution industrielle verte, qui fixait comme objectif la production de 5 GW d'hydrogène bas carbone d'ici à 2030. Elle vient compléter les stratégies de décarbonation de l'industrie et des transports ainsi que le livre blanc sur l'énergie, qui prévoient un recours accru à l'hydrogène dans les différents secteurs de l'économie. La stratégie doit également permettre au RU d'atteindre ses cibles de réduction d'émissions de carbone prévues dans le 6^{ème} budget carbone (2033-2037), en plus d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. La stratégie table sur la création de 100 000 emplois d'ici à 2050 dans un secteur qui pourrait représenter 13 Md£ à la même date. Traitant de l'ensemble de la chaîne de valeur de l'hydrogène (production, distribution, stockage et utilisation), la stratégie prévoit la production d'hydrogène bleu (issu d'énergies fossiles) à hauteur de deux tiers des besoins britanniques en hydrogène et d'hydrogène vert à hauteur d'un tiers. Le recours à l'hydrogène bleu pourrait toutefois conduire selon l'ONG [Friends of The Earth Scotland](#) à augmenter les émissions de carbone de 6 à 8 millions de tonnes par an, soit l'équivalent des émissions d'un million de voitures. La mise en œuvre de la stratégie hydrogène pourra s'appuyer sur certains fonds déjà annoncés tels que : *Net Zero Hydrogen Fund* – 240 M£, *Net Zero Innovation Portfolio* – 1 Md£, *Industrial Energy Transformation* – 315 M£ et *Industrial Fuel Switching Competition*.

Chiffre de la semaine

4

Selon un [rapport](#) publié par [kMatrix](#), le secteur de l'économie verte serait presque quatre fois plus important que le secteur manufacturier au Royaume-Uni, représentant 205,7 Md£ contre

55,6 Md£ pour ce dernier. Plus de 75 000 entreprises, des fabricants d'éoliennes aux usines de recyclage, emploient plus de 1,2 M de personnes dans l'économie bas carbone britannique.

Graphique de la semaine

Nombre de points de charge pour véhicules électriques par 100 000 habitants

Scale of the challenge

At least 10 times the current number of charge points needed by 2030.

Current provision:

- UK network has grown to around 25,000 public chargepoints
- only 34 public chargepoints per 100,000 people on average in the UK

Uneven and patchy provision:

Chargepoints per 100,000



Source: [Competition & Markets Authority](#)

Climat & Energie

Flash – Une majorité de britanniques seraient en faveur d'un renforcement de la fiscalité verte selon [la dernière étude](#) du think tank *Green Alliance*.

Flash – Le Gouvernement a annoncé le 14 juillet un [financement de 5,2 Md£ pour la période 2021-2027](#) afin d'améliorer la protection de 336 000 logements contre les inondations et l'érosion côtière.

Une étude estime que le contrôle étranger des licences pétrolières en mer du Nord pourrait mettre en péril les ambitions du Royaume-Uni vers le Net Zero

[L'étude « Who owns the North sea ? »](#), réalisée par le think tank *Common Wealth*, montre que les entreprises de combustibles fossiles soutenues par les États (telles que *Korea National Oil Corporation, Equinor, China National Offshore Oil Corporation, Gazprom* et *Abu Dhabi National Energy Company (TAQA)*) et les sociétés de capital-investissement s'emparent de plus en plus du pétrole de la mer du Nord : plus d'un tiers des blocs de licences en mer du Nord sont désormais contrôlés par des intérêts privés ou étatiques étrangers, les entreprises chinoises, russes et du Moyen-Orient jouant un rôle de plus en plus dominant. Cette évolution suscite des inquiétudes quant à la capacité du gouvernement britannique à réduire la production des combustibles fossiles et à assurer une "transition juste" pour les employés de ce secteur, dès lors que nombre de ces sociétés ne sont pas soumises à l'examen du public, ne sont pas responsables devant les actionnaires et ne sont pas tenues d'avoir le même degré de gouvernance d'entreprise que les sociétés cotées en bourse. Ces dernières années, les grandes compagnies pétrolières telles que *BP* et *Shell* ont commencé à se retirer de la mer du Nord, entraînant une forte augmentation de la présence des sociétés de capital-investissement et de sociétés soutenues par des États, ce qui pourrait poser de nouveaux défis à l'organisme de réglementation du secteur, l'[Oil and Gas Authority \(OGA\)](#), dont l'une des missions consiste à accompagner la transition du secteur vers le net zero.

Le Scottish National Party et le Scottish Green Party passent un accord de Gouvernement

Les indépendantistes écossais qui ont remporté les élections de mai 2021 avec 64 sièges, avaient raté d'un siège la majorité absolue au Parlement écossais ; ils gouverneront désormais avec les 8 députés verts à la suite de la signature d'un accord intitulé [Bute House Agreement](#). A deux mois de la COP 26 prévue à Glasgow en Ecosse, les indépendantistes et verts écossais souhaitent placer l'Ecosse à la pointe de la transition bas carbone. Les deux partis entendent ainsi doubler la part de l'éolien maritime pour atteindre 12 GW, soutenir financièrement les énergies marines renouvelables et créer des milliers d'emplois dans la chaîne d'approvisionnement écossaise. Ils se sont également engagés à investir 1,8 Md£ dans la décarbonation des logements en Ecosse et

arrêter d'ici à 2030 l'installation de chaudières à gaz. Dans le domaine des transports, l'accord prévoit de ne construire aucune nouvelle route et de réduire de 20 % la distance parcourue en voiture d'ici à 2030. 5 Md£ seront investis pour améliorer les chemins de fers écossais et près de 320 M£ seront consacrés au soutien aux mobilités douces. Alors que les verts plaident pour un arrêt de l'exploitation du gaz et du pétrole en Mer du Nord, l'accord prévoit une évaluation de la quantité de pétrole et de gaz pouvant être extraite en cohérence avec l'accord de Paris et la création d'un *Just Transition Fund* doté de 500 M£. Cet accord intervient en pleine polémique sur l'exploitation du champ pétrolier Cambo, au large des îles Shetland, pour lequel l'octroi d'une licence dépend de l'autorité de régulation britannique (*Oil and Gas Authority*) et qui a conduit Mme Sturgeon à demander à Boris Johnson une réévaluation du processus.

Environnement

Un groupe d'ONG enjoint le Gouvernement à réduire les émissions de CO2 dans le secteur de la pêche

Les ONG *WWF*, *Marine Conservation Society* et *RSPB* appellent dans [un nouveau rapport](#) le Gouvernement britannique à agir pour réduire les émissions du secteur de la pêche. Le secteur est accusé d'émettre chaque année près d'1 million de tonnes de CO2, soit l'équivalent des émissions d'une ville de plus de 100 000 habitants. Les ONG appellent le Gouvernement à adopter rapidement une stratégie pour que les pêcheurs britanniques, dont la moitié navigue sur des navires âgés de plus de 30 ans, réduisent leurs émissions et limitent l'impact négatif de certaines pratiques (surpêche) sur la capacité des océans à agir comme des puits de carbone. Les ONG appellent le Gouvernement à modifier le *2020 Fisheries Act* en insérant des cibles de baisse des émissions pour la profession.

Transport

Flash – L'adoption fin juillet de la [réglementation sur les vols spatiaux](#) ouvre la voie au lancement de satellites et de vols spatiaux depuis le sol britannique.

Flash – Le Gouvernement a annoncé fin juillet un [financement à hauteur de 20 M£](#) visant à encourager les opérateurs routiers à se doter de véhicules électriques pour favoriser la transition vers un fret routier zéro émission.

Flash – [L'aéroport de Gatwick prévoit de s'agrandir](#) malgré l'impact de la pandémie et les préoccupations environnementales pesant sur le transport aérien. Il prévoit de lancer une consultation pour que sa piste de secours soit utilisée régulièrement, pour un coût de 500 M£.

Flash – 8 projets industriels ont été présélectionnés fin juillet dans le cadre du concours [Green Fuels, Green Skies](#), doté de 15 M£, qui vise à développer des usines de production de carburants aéronautiques durables (SAF) au Royaume-Uni.

TfL demande un soutien financier de 500 M£ au Gouvernement et prévoit des coupes dans les services de métro et de bus

[Transport for London \(TfL\)](#), l'autorité publique de transport londonienne présidée par le maire de Londres Sadiq Khan, est toujours confrontée à un déficit de financement de 500 M£ malgré les « progrès » réalisés en matière de viabilité financière. TfL prévoirait de [réduire ses services de métro et de bus](#) le week-end et aux heures creuses à partir de l'année prochaine, et les prix des billets devraient augmenter de plus de 4 % en janvier. Selon son budget révisé, publié fin juillet, assurer le fonctionnement du réseau de transport sur l'ensemble de l'exercice financier coûtera 1,9 Md£, soit une baisse par rapport aux 2,7 Md£ estimés en mars, ce que TfL explique notamment par des économies opérationnelles et des reports de dépenses. Malgré ces réductions, l'autorité aura besoin d'une aide supplémentaire du Gouvernement pour éviter que les services ne s'arrêtent entre janvier et mars de l'année prochaine. Très pénalisé depuis le début de la pandémie par la chute du nombre de passagers et des revenus associés, TfL a déjà reçu plus de 4 Md£ dans le cadre de plans de sauvetage successifs depuis mars 2020. Depuis la publication du budget révisé, Sadiq Khan a renouvelé ses appels en faveur d'un règlement financier à long terme et a exhorté le gouvernement à « traiter TfL comme il traite les opérateurs ferroviaires privés ».

L'autorité de la concurrence et des marchés publie ses recommandations pour le développement des bornes de recharge pour véhicules électriques au Royaume-Uni

L'autorité britannique de la concurrence et des marchés (CMA) a publié le 23 juillet ses [recommandations pour un développement dense et compétitif des bornes de recharge pour véhicules électriques](#) au Royaume-Uni. Selon la CMA, le Gouvernement doit définir une stratégie ambitieuse pour le déploiement des bornes de recharge d'ici 2030, qui s'inscrive aux côtés des stratégies des gouvernements de chaque Nation. Ces derniers doivent soutenir leurs autorités locales pour stimuler le déploiement des bornes de recharge sur la voirie et éviter les zones de « déserts de recharges ». Le Gouvernement central doit en outre assortir de conditions son fonds de 950 M£ pour la recharge rapide afin de promouvoir la concurrence et d'offrir aux conducteur le choix de leur fournisseur dans chaque station-service. Il doit également charger un organisme public de surveiller le développement du secteur, afin de garantir que la recharge soit aussi simple qu'un plein de carburant. Enfin, les régulateurs de l'énergie doivent veiller à ce que le raccordement de nouveaux points de charge soit plus rapide et moins coûteux.

Le Gouvernement annonce que l'introduction en 2022 de camions plus longs pourrait être une option plus économique, sûre et respectueuse de l'environnement

Le [Gouvernement a annoncé](#) que des camions extra-longs – permettant de transporter davantage de marchandises et donc de réduire le nombre de trajets de fret – pourraient circuler

sur les routes britanniques dès 2022. Ces semi-remorques plus longs (*Longer-semi trailers, LSTs*), mesurant jusqu'à 2,05 m de plus que la limite actuelle de 13,6 m, pourraient permettre d'économiser jusqu'à un trajet de fret sur huit, selon un essai mené par le ministère des transports (*DfT*). La [Road Haulage Association \(RHA\)](#) s'est félicitée de cette initiative qui contribuera, selon elle, à atténuer la [pénurie de chauffeurs de poids lourds](#) que connaît actuellement le RU, le secteur ayant été frappé à la fois par la pandémie et par le départ de travailleurs européens. Les groupes de protection de l'environnement ont cependant déclaré que les économies en termes de pollution et de kilomètres parcourus étaient insignifiantes par rapport à l'impact potentiel de ces véhicules sur les piétons et les cyclistes, et à la possible nécessité d'élargir certaines routes pour accueillir ces camions. Le gouvernement va également lancer prochainement un [essai de camions pouvant peser jusqu'à 48 t](#) (contre 44 t actuellement), destinés à être utilisés dans le cadre de transports multi-modaux avec le fret ferroviaire.

Flash – Le Gouvernement a lancé mi-août un concours doté de 40 M£ visant à soutenir le [développement de carburants alternatifs au « diesel rouge »](#) pour les secteurs de la construction, des mines et des carrières.

Flash – Selon un rapport publié par [l'Institute for Government](#), l'accélération du passage aux véhicules électriques signifie que le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse HS2 n'apportera pratiquement aucun avantage environnemental : les émissions résultant de la construction de la ligne seraient identiques, voire légèrement supérieures, à celles résultant du retrait des véhicules des routes.

Flash – [Transport for London \(TfL\)](#) a lancé une [consultation publique](#), ouverte jusqu'au 6 octobre, concernant des aménagements de la *congestion charge*, visant à réduire la circulation des véhicules dans le centre de Londres. Ces propositions proposent essentiellement de [pérenniser les modifications temporaires introduites en juin 2020](#), dont un relèvement du tarif journalier de 11,5 £ à 15 £.

Industrie

Flash – Andrew Griffith, « champion des entreprises Net-Zero » de l'unité britannique de la COP26, a publié trois lettres ouvertes à l'intention des entreprises du secteur de la [vente au détail](#), de la [technologie](#) et de l'[industrie manufacturière](#), les exhortant à s'engager à réduire de moitié leurs émissions d'ici à 2030.

Flash – Le Gouvernement a annoncé fin juillet une enveloppe de 53 M£ pour aider à transformer et à [numériser les chaînes d'approvisionnement manufacturières](#) au Royaume-Uni.

Flash – La justice anglaise juge illégale la construction d'un [tunnel autoroutier près de Stonehenge](#), annulant l'ordonnance qui avait été accordée en 2020 par le Ministre des transports Grant Shapps et mettant un coût d'arrêt au moins temporaire au projet.

Le constructeur Rivian serait en pourparlers avec le Gouvernement concernant l'ouverture d'une gigafactory près de Bristol

Le constructeur américain de véhicules électriques [Rivian](#) serait en pourparlers avec le Gouvernement britannique au sujet d'un [projet de gigafactory près de Bristol](#), dans le Somerset. La société, soutenue financièrement par *Ford* et *Amazon*, pourrait investir plus d'1 Md£ dans le projet, selon les sources, mais la Grande-Bretagne serait en concurrence avec les Pays-Bas et l'Allemagne pour accueillir ce qui serait la première usine de la société en dehors des États-Unis; la décision concernant l'implantation de cette usine devrait être prise dans les prochains mois. Pour sa part, la société [Britishvolt](#) a entériné mi-août un partenariat stratégique avec le groupe minier *Glencore* qui fournira du cobalt de source durable pour son projet de gigafactory à Blyth.

Les ventes de voitures ont chuté de 29,5 % en juillet et la production de 20,8 %

Selon la fédération britannique des industries automobiles (*SMMT*) [les ventes de voitures ont chuté de 29,5 % en juillet](#), à leur niveau le plus faible depuis 1998 pour ce mois, sous l'effet d'une production affectée par la pénurie de composants et de main-d'œuvre ([chute de la production de 20,8 % en juillet](#)). Cette baisse a été amplifiée par un effet de comparaison défavorable, puisque les ventes avaient été très fortes en juillet 2020 avec la réouverture des concessions après le premier confinement. Les professionnels prévoient un léger retour à la croissance au dernier trimestre de l'année et ont révisé à la baisse leur prévision de ventes pour l'année à 1,82 M d'unités (contre 1,86 M pour la prévision d'avril). Contrairement aux véhicules à essence et diesel, dont les ventes ont chuté en juillet, les hybrides et électriques ont bénéficié d'une forte croissance, en raison d'une offre de plus en plus importante et d'incitations à l'achat. Selon une étude menée par [MoneySuperMarket](#), les demandes d'assurance pour les voitures électriques ont augmenté de 80 % depuis le début de l'année 2020.

Un consortium de sept organisations britanniques souhaite développer un prototype de batteries électriques à l'état solide

Un [consortium](#) de sept organisations britanniques a signé un protocole d'accord dans le but de développer un prototype de batteries électriques à l'état solide (*solid-state battery, SBB*) destinée aux applications automobiles. Le consortium est composé de *Johnson Matthey*, la *Faraday Institution*, *Britishvolt*, l'Université d'Oxford, le *UK Battery Industrialisation Centre*, *Emerson & Renwick* et l'Université de Warwick. Les *SBB* contiennent plus de charge pour un volume donné que les technologies de batteries lithium-ion, ce qui permet d'augmenter l'autonomie des véhicules électriques. Leur déploiement initial devrait se faire dans l'électronique grand public, les applications automobiles de niche et l'aérospatiale sans pilote, avant d'être utilisé sur les marchés plus larges des véhicules électriques. Le consortium a conçu une installation de prototypage et recherche actuellement des sources de financement.

Le Gouvernement reporte d'un an de l'entrée en vigueur de l'obligation de marquage des produits « UKCA »

Le Gouvernement britannique a annoncé le mardi 24 août le [report d'un an de l'entrée en vigueur de l'obligation de marquage des produits « UKCA »](#), dont le périmètre et les processus resteront inchangés. Celle-ci interviendra donc au 1^{er} janvier 2023, et est maintenue au 1^{er} juillet 2023 pour les dispositifs médicaux. Le marquage « UKCA » s'appliquera aux produits vendus au RU qui faisaient jusqu'ici l'objet d'un marquage « CE », ainsi qu'aux aérosols. Les produits placés en Irlande du nord devront quant à eux faire l'objet d'un marquage « CE » ou « CE et UKNI », les produits marqués « UKCA » ne pouvant y être vendus. L'entrée en vigueur de cette obligation de certification, qui contraint les entreprises à solliciter un opérateur britannique agréé, était initialement prévue au 1^{er} janvier 2022, ce qui avait suscité de fortes inquiétudes de la part des [fédérations britanniques](#), notamment au regard de l'insuffisante capacité locale de test et de certification pour certains produits. Le Gouvernement a indiqué souhaité mettre à profit ce délai pour améliorer l'information et la sensibilisation des entreprises et développer les capacités de certification dans les secteurs où elles s'avèrent insuffisantes pour faire face à la demande future. Il a en revanche souligné que ce report serait le dernier et qu'il n'avait pas l'intention d'aller vers une reconnaissance mutuelle des certifications avec l'UE, alors que la quasi-totalité des normes et des processus demeure, à ce stade, identique.

Green Alliance suggère de favoriser le « levelling-up » à travers le développement des emplois du secteur de l'économie circulaire

Le think tank *Green Alliance* a publié courant août ses [recommandations](#) pour favoriser le *levelling-up* (nivellement par le haut du pays) à travers le développement des emplois dans le secteur de l'économie circulaire. Selon ce rapport, « un gouvernement plus ambitieux en faveur d'une économie circulaire efficace et étendue d'ici à 2035 créerait des centaines de milliers de nouveaux emplois dans tout le pays ». Une approche ambitieuse de la réutilisation, de la réparation et de la refabrication permettrait également de créer des emplois de manière plus équilibrée dans les différentes régions du Royaume-Uni. Selon un autre organisme, [Centre for Cities](#), les projets actuellement présentés par Boris Johnson dans le cadre du *levelling-up* seraient largement insuffisants et représenteraient « une goutte d'eau dans l'océan ». Selon l'étude, la suppression de la fracture nord-sud nécessiterait un financement similaire à celui de la réunification de l'Allemagne après la chute du mur de Berlin, soit un investissement de plusieurs centaines de milliards de livres sur des décennies.

La pénurie de personnel que connaît le Royaume-Uni conduit à une baisse de la production manufacturière

Selon la Confédération du recrutement et de l'emploi (REC) et le cabinet comptable *KPMG*, les employeurs britanniques font actuellement face à la [pire pénurie de personnel depuis 1997](#), dans un contexte de reprise de l'économie et de forte baisse du nombre de travailleurs étrangers en raison des effets combinés de la pandémie et du Brexit. Les cabinets de recrutement font état de difficultés d'embauche dans de nombreux secteurs de l'économie, notamment dans les domaines du transport et de la logistique (pénurie de 100 000 chauffeurs de poids lourds), de l'hôtellerie et de

la restauration, de la production manufacturière et de la construction. Ce déficit de main d'œuvre conduit à des pénuries de produits, notamment [dans le domaine de l'alimentaire](#). Selon les dernières données compilées par [IHS Markit et CIPS](#), les entreprises du secteur privé britannique ont connu un fort ralentissement de la croissance de leur production en août, et les cas de chute de production imputables à des pénuries de personnel ou de matières premières sont quatorze fois plus nombreux que la moyenne, atteignant des niveaux inégalés depuis la création de l'indice en 1998. De nombreuses fédérations ont demandé au Gouvernement des aménagements de sa politique migratoire, notamment pour faciliter la venue de chauffeurs routiers, mais celui-ci a réaffirmé sa détermination à maintenir cette politique inchangée, considérant qu'elle constitue un engagement électoral fort.

Online job adverts show demand for workers is soaring in some sectors



Guardian graphic. Source: ONS. Data provided by Adzuna, index: 100 = February 2020 average

Source: [The Guardian](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs : Margot Bloch, Gautier Houel, Inès Urman, revu
par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner : londres@dgtrésor.gouv.fr